
DÉLIBÉRATION DE_2021_003

L'an deux mille vingt-et-un et le onze février, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 00, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE SAINT ANTOINE DE BREUILH sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 05 février 2021

Présents : Serge FOURCAUD, Georges MADELAINE, Maryse BRAIT, Michel FRICHO, Jean-Claude MAILLAT, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Jean-Thierry LANSADÉ, Marie-Catherine ROHOF, Christophe MARCETEAU, Christian GALLOT, Karine LEY, Annie MAIGRE, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Marc GRANDY, Cyril BARDE, Dominique POINTET, Didier FOURCAUD, Jean-Pierre CHAUMARD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Yves JACQUELIN

Pouvoirs : Sylvie CROSOIR par Michel FRICHO, Jean-Luc FAVRETTO par Jean-Thierry LANSADÉ, Éric REY par Christian GALLOT, Éric FRÉTILLÈRE par Cyril BARDE

Secrétaire : Annie MAIGRE

Membres en exercice : 32 Présents : 24 Votants : 28 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 28

**OBJET : RETRAIT DE LA DÉLIBÉRATION DE-2020-045 DU 18 MAI 2020
ABONDANT LE FONDS DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES LOCALES AVEC LE
DÉPARTEMENT**

Monsieur le Président rappelle que suite à la crise sanitaire, le Conseil Communautaire a décidé d'allouer une subvention calculée sur la base de 2 € par habitant à l'association Initiative Périgord, en vue d'alimenter le Fonds Départemental au profit des TPE et des chefs d'entreprise en situation de fragilité sociale.

Pour cela, le conseil avait approuvé la convention conclue entre le Conseil Départemental, les EPCI, les chambres consulaires et l'association Initiative Périgord le 18 mai 2020 par délibération DE-2020-045.

Le Président explique que dans un courrier daté du 17 juillet 2020, Monsieur le Préfet de la Dordogne demande à la Communauté de Communes d'annuler cette délibération au motif qu'elle est entachée d'illégalité argumentant que seule la région détient la compétence en matière de développement économique et reste donc seule compétente pour définir les aides et les régimes d'aides générales en faveur de la création ou de l'extension d'activités économiques ou des entreprises en difficulté plus particulièrement encadrées par les dispositions du II de l'article L. 1511-2 du CGCT issu de la loi NOTRe.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, décide donc à l'unanimité de retirer la délibération DE-2020-045 du 18 mai 2020.

Le Président,
Thierry BOIDÉ

